



## Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques

Archives

17 | 1996

Hommage à Bernard Lepetit

---

# Tracé et effacement. La « ligne verte » et la ville de Jérusalem de 1948 à nos jours

Olivier Pouponneau

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2604>

DOI : 10.4000/ccrh.2604

ISSN : 1760-7906

### Éditeur

Centre de recherches historiques - EHESS

### Édition imprimée

Date de publication : 4 octobre 1996

ISSN : 0990-9141

### Référence électronique

Olivier Pouponneau, « Tracé et effacement. La « ligne verte » et la ville de Jérusalem de 1948 à nos jours », *Les Cahiers du Centre de Recherches Historiques* [En ligne], 17 | 1996, mis en ligne le 27 février 2009, consulté le 04 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/ccrh/2604> ; DOI : 10.4000/ccrh.2604

---

Ce document a été généré automatiquement le 4 mai 2019.

Article L.111-1 du Code de la propriété intellectuelle.

---

# Tracé et effacement. La « ligne verte » et la ville de Jérusalem de 1948 à nos jours

Olivier Pouponneau

---

Que peut apporter la recherche historique lorsque l'on veut tenter de comprendre les mécanismes qui lient un peuple à un espace aussi complexe que celui de la ville de Jérusalem, sur une période aussi proche et aussi mouvementée que ces cinquante dernières années, au Proche-Orient ? Cette question se pose de manière aiguë dans mon travail de thèse, entamé en 1994 sous la direction de Bernard Lepetit, dans le cadre de la formation doctorale Territoires urbains de l'École des hautes études en sciences sociales.

- 1 La « ligne verte », c'est la frontière qui a séparé, de 1948 à 1967, la partie de la Palestine occupée par le jeune État d'Israël de celle occupée par le royaume jordanien, à la suite de la première guerre israélo-arabe. Cette guerre exprimait le refus arabe du « plan de partage de la Palestine » – plan de l'ONU de 1947 – qui prévoyait la création d'un État juif, d'un État arabe et d'une zone internationale comprenant la ville de Jérusalem. Frontière qui se bornait à reproduire la ligne de front de l'armistice du 3 avril 1949 et qui divise physiquement la ville de Jérusalem entre une partie juive à l'ouest et une partie arabe à l'est. En 1967, l'armée israélienne lance une guerre-éclair contre les positions arabes et occupe la Cisjordanie, la bande de Gaza, le Golan et le Sinaï. La ligne verte est démantelée et la ville de Jérusalem est dite « libérée et unifiée ». Aujourd'hui, on parle de ligne verte pour opposer, du nord au sud, l'État d'Israël aux territoires occupés de Cisjordanie et du Golan, ainsi que du territoire autonome de Gaza<sup>1</sup>. Le 30 juillet 1980, la Knesset parachevait l'annexion de la partie orientale de la ville en proclamant : « Jérusalem entière et réunifiée est la capitale d'Israël », ce qui n'a pas découragé les revendications arabes sur Jérusalem comme capitale d'un futur et hypothétique État palestinien.
- 2 Mon sujet de thèse se limite à étudier le phénomène frontalier, sur le seul espace urbain de Jérusalem, et les deux politiques contraires à l'égard de cette division : affirmation et matérialisation physique comme symbolique, d'une part ; négation et effacement, de

l'autre. La période d'étude retenue, de 1948 à nos jours, permet de confronter deux périodes historiques récentes et de nature comparable : une ville divisée avant 1967, deux villes réunifiées après 1967.

## Pourquoi un tel sujet pour une réflexion sur l'espace ?

- 3 Le choix de ce sujet d'étude ne portait en aucun cas sur une connaissance ou une fascination particulière pour le terrain choisi. Ainsi, au-delà de l'intérêt que constituent, en soi, les négociations de paix au Proche-Orient, pour lesquelles Jérusalem constitue le point le plus épineux et le plus controversé, je n'étais absolument pas sensible au milieu urbain hiérosolymitain, qui constitue un cas, *a priori* épuisé, dans une logique de recherches sur la ville. En effet, la somme prodigieuse d'études et de monographies sur cette ville à rayonnement international, comme l'aspect *a priori* parfaitement planifié de son développement urbain, ne me portaient pas à y rechercher la manifestation de processus urbains originaux. Ce qu'offre la ville de Jérusalem, c'est d'abord un concept majeur de la réflexion sur l'espace, la frontière, appliqué à un objet quasi unique au monde, la ligne verte.
- 4 La frontière politique est un concept idéal pour penser l'espace. En effet, la frontière comme limite institutionnalisée donne un sens à l'espace. Elle lui donne des limites et fixe, pour les groupes sociaux qui y résident, des bornes à l'exercice d'une souveraineté. Tracer une frontière, c'est donc un acte éminemment politique, qui traduit spatialement l'état du rapport de forces entre les groupes sociaux qui y résident, à un moment donné de l'histoire, rapport de forces susceptible d'évoluer dans le temps. La frontière permet donc de traduire dans le temps et dans l'espace un état du jeu politique des acteurs sociaux, dans leur gestion quotidienne de la citoyenneté mais aussi dans la projection de leur identité dans l'avenir.
- 5 Or la ligne verte, parmi une multitude de frontières urbaines qui découpent l'espace hiérosolymitain, constitue une frontière d'étude « parfaite ». En effet, à la différence d'autres villes qui ont été divisées au cours de leur histoire, la ligne verte présente une réunion unique de plusieurs caractéristiques. Frontière récente, totalement artificielle et qui n'a été reconnue par aucun traité, elle relève moins de la structure que du simple événement. C'est aussi une frontière fluctuante, appelée à être modifiée et qui rappelle le sens premier de la frontière, à savoir celui de front. C'est enfin une ligne qui oppose des entités hétérogènes. Elle place à distance deux entités antagonistes et incomparables : des citoyens d'un État d'un côté, des apatrides de l'autre. Enfin et surtout, la ligne verte est une frontière qui a changé de nature puisque sa dématérialisation en 1967 a transformé les murs, les barbelés et le *no man's land* en une série de mises à distance symboliques qui, selon les termes d'un ouvrage sur la question, permettent de « vivre ensemble séparément »<sup>2</sup>.
- 6 Vue à travers le prisme de la ligne verte, Jérusalem offre donc un terrain d'étude idéal des tensions qui peuvent s'exprimer sur une ligne séparant deux espaces et, à partir de là, des processus d'identification qui s'opèrent entre des groupes et des espaces. Une première tension peut effectivement s'observer sur cette frontière puisqu'elle sépare symboliquement deux espaces concurrents, c'est-à-dire traditionnellement occupés par deux groupes aux intérêts *a priori* antagonistes : Juifs israéliens d'un côté, Arabes palestiniens – chrétiens ou musulmans – de l'autre. Ainsi les espaces frontaliers sont soumis à la pression des deux communautés, qui cherchent à se les approprier. La Vieille

Ville, par la présence des lieux saints des trois religions monothéistes, constitue évidemment le terrain majeur des revendications de cette même volonté de prise de possession. Mais une seconde tension s'exerce également, non plus cette fois sur la localisation de la ligne verte, mais sur sa représentation. En effet, que l'on cherche à multiplier les signes de son tracé ou au contraire à travailler à son effacement, c'est à un travail de modification des représentations de la ville, dans l'ordre du discours ou dans celui des images, que se livre chaque communauté.

## Questions d'approche : quelques résultats

- 7 L'approche méthodologique privilégie deux axes. Celui de la sociologie urbaine permet de rattacher l'observation d'un certain nombre de pratiques à des mécanismes d'identification des acteurs sociaux à l'espace. Il s'agit de mettre au jour tous les éléments phénoménologiques de la survivance ou de la disparition de la frontière dans le mode d'utilisation de la ville – notamment par une étude des parcours des habitants de Jérusalem pour se rendre d'un lieu à un autre. L'autre grand axe méthodologique vise à constituer une sorte de géopolitique de la ville qui permet de dégager, sous forme synthétique et en croisant les échelles, les groupements d'acteurs en présence, les stratégies spatiales respectives et les moyens dont dispose chacun pour les réaliser. Il s'agit d'appréhender l'espace et son contrôle, non pas comme une coexistence de lieux, mais comme une interpénétration de réseaux. Il faut entendre par là un jeu de superposition de nombreux réseaux (comme, par exemple, celui des transports, mais aussi celui de l'électricité ou des égouts) qui rattachent ou séparent des espaces sur différents niveaux. Deux types de résultats se sont dégagés, que l'on peut organiser selon l'échelle spatiale à laquelle on se réfère.
- 8 À l'échelle la plus vaste, celle de l'espace municipal, il est indéniable qu'une politique d'effacement de la frontière a été engagée par l'État israélien. Il s'agit, à terme, de faire de Jérusalem une ville unifiée, mais surtout une ville homogène... et juive. Or, que ce soit en matière de démographie (savant redécoupage des limites municipales du Grand Jérusalem en 1967 ou discrimination dans l'attribution du droit de résidence), en matière d'habitat (politique d'expulsion et de démolition de l'habitat arabe assortie d'une politique intensive de construction de logements pour les Juifs dans la partie orientale de la ville), ou encore en matière d'infrastructures (extension sur cette zone conquise d'un réseau de transports, d'alimentation en électricité ou en eau à même de la couper définitivement du reste de la Cisjordanie), cette politique est parvenue à ses fins<sup>3</sup>. Les marques physiques de l'ancienne division ont été effacées et la pression immobilière a presque comblé l'espace vacant du *no man's land*. Mais une nouvelle frontière sépare désormais la partie est de Jérusalem du reste de la Cisjordanie, ce qui nous incite à parler non pas d'effacement, mais de déplacement de la ligne verte. En effet, une ligne militaire imperméable, ponctuée de *check points* très dissuasifs, isole physiquement les Palestiniens de Cisjordanie des Palestiniens résidents permanents de Jérusalem. Leur traitement différent – dans l'accès à un certain nombre de services de la ville, mais aussi aux Lieux saints, comme en ce qui concerne les premières élections palestiniennes – ne fait que confirmer l'existence d'une frontière entre ces deux espaces et les personnes qui y résident.
- 9 À l'échelle inférieure, celle des multiples communautés qui composent la ville de Jérusalem, l'étude d'un certain nombre de pratiques et de signes permet d'établir un lien entre la ligne verte et les processus d'identification des groupes aux espaces qu'ils

occupent. Pour reprendre les thèses de Maurice Halbwachs<sup>4</sup>, on voit que l'espace fonctionne aussi bien comme soutien de la mémoire collective – selon une dialectique essentiellement religieuse – que comme élément d'identification dans une même projection dans l'avenir – selon une dialectique essentiellement politique. Or c'est sur la ligne verte, qui permet de traduire spatialement le sentiment identitaire de chaque groupe, que s'opère cette tension. Cette dynamique spatiale ne suit d'ailleurs pas uniquement le critère Arabes palestiniens/Juifs israéliens que l'on a présenté précédemment. En effet, l'effacement de la ligne verte et l'homogénéisation de l'ensemble de la ville sous la pression sioniste est aussi un thème de discordes au sein de la communauté juive. Deux exemples : certains juifs ultra-orthodoxes condamnent l'occupation de la partie est de la ville par Israël, la prise de possession de la Jérusalem terrestre étant vue comme une entrave grave à l'avènement de la Jérusalem céleste ; de même, la plupart des Hiérosolymitains laïcs et proches de la gauche, que l'on oppose tout naturellement aux premiers, refusent eux aussi de s'installer dans la partie orientale de la ville malgré des conditions de loyer et d'imposition fiscale bien plus attrayantes qu'à l'ouest. On voit donc que la question de la ligne verte a marqué durablement Jérusalem, ses espaces comme ses groupes, selon des thèmes qui dépassent largement le conflit israélo-palestinien. La survivance de la ligne verte peut ainsi être analysée comme un moyen d'occulter d'autres types de séparation qui mettent en péril la cohésion de chaque groupe dans une logique qui demeure identitaire.

## L'approche historique : pour quoi faire ?

- 10 Lorsque l'on tente de mettre au jour des mécanismes urbains comme ceux décrits précédemment, la question de la pertinence de l'histoire comme discipline à part vient à se poser : que peut apporter l'histoire à la compréhension de phénomènes urbains contemporains, dont on peut observer l'évolution par le biais de disciplines comme la sociologie, la science politique, la démographie ou l'économie ?
- 11 On peut tout d'abord affirmer que l'apport de l'histoire à la recherche sur la ville – ce que l'on a coutume d'appeler le « recul » historique – est d'unir sous une même cohésion scientifique des matières apparemment disparates. En effet, l'histoire comme prise de conscience d'une structure temporelle dans laquelle s'inscrivent les événements mis en lumière par les sciences sociales peut être abordée comme seule capable de donner « un peu de profondeur » à l'analyse. Le premier problème que pose une telle attitude est de faire de l'espace un cadre immuable et préexistant au jeu des interactions sociales qui s'y déroulent et de faire de cet espace « en relation » la mesure du temps. Or, on sait très bien que les rapports des groupes à l'espace, comme support d'une logique identitaire, fonctionnent selon des cycles variables, à des échelles diverses et selon des enjeux susceptibles de changer. Pour l'étude de la ligne verte, il est évident que l'observation de permanences « dans l'histoire » – comme, par exemple, la pérennité, chez certains groupes, de parcours dans la ville hérités du temps où des obstacles physiques au déplacement obligeaient à contourner tel ou tel quartier – ne signifie pas pour autant une absence d'évolution de ce même espace.
- 12 Ce que l'enseignement de Bernard Lepetit m'a surtout permis de comprendre, c'est le jeu des différentes temporalités qui s'opèrent sur un espace, et notamment sur celui de Jérusalem. Au temps synchronique des événements politiques qui rattachent l'ensemble de la ville de Jérusalem au reste du conflit proche-oriental, on peut opposer le temps

diachronique qui caractérise l'évolution de chaque partie de la ville entre 1949 et 1967. En effet, la ligne verte a véritablement isolé les deux parties de la ville, laissant deux politiques d'aménagement très différentes marquer durablement ces espaces durant dix-huit ans : une politique volontariste de construction de l'habitat et des infrastructures a été engagée par l'État israélien, alors que, dans un même temps, le royaume de Jordanie, qui administrait la région, a véritablement relégué la Jérusalem urbaine à un rôle de métropole de seconde zone. En 1967, il faut donc parler plus d'une réunion de deux villes aux rythmes de croissance différents que de la réunification d'une seule et même entité urbaine. Mais il faut ensuite prendre conscience du décalage temporel qui existe entre ces espaces du fait même des différences culturelles des groupes qui y résident. Ainsi, par exemple, la différence de calendrier religieux fait se côtoyer, parfois dans la violence, lieux d'activité frénétique et lieux de recueillement. Plus précisément, le respect de telle ou telle marque du temps oppose, là encore, les groupes et par là-même les espaces, puisqu'il constitue un élément supplémentaire de marquage de l'identité. De même, le respect ou le non-respect de prescriptions religieuses comme le shabbat pour les Juifs, ou de jours de grève mensuels selon l'affiliation politique pour les Palestiniens, entraîne un certain nombre de divisions et de confrontations des espaces et des groupes, car il confère aux espaces des temporalités diverses.

- 13 L'avancée de cette thèse bute sur des difficultés méthodologiques liées à l'articulation des échelles et des corpus. Au-delà de ces faiblesses, c'est l'accès aux sources qui pose un problème important, dans une situation où toutes les données administratives israéliennes liées à l'habitat, à la propriété du sol et au recensement de la population, constituant un enjeu majeur des négociations israélo-palestiniennes, ne sont pas publiées. Par ailleurs, c'est tout le statut d'observateur, avec une certaine prétention sinon à l'objectivité scientifique du moins à la neutralité, qui représente un écueil fréquent dans ce type de travail. En effet, quelle peut être la légitimité d'une étude qui met en lumière des mécanismes d'appropriation de l'espace dans l'histoire dans une situation où toute donnée historique est vue comme un moyen d'appuyer telle ou telle revendication de tel ou tel groupe sur cet espace ? C'est toute la question de la position de la recherche par rapport à l'enjeu spatial de la politique qui se trouve alors posée.

---

## NOTES

1. Il faut, à ce titre, noter que le terme même de « ligne verte » a été créé et utilisé par les géographes militaires dans les années cinquante. Il désignait, en cartographie, l'avancée des « terres vertes », irriguées par les kibboutzim juifs sur l'étendue du « désert arabe ». C'est donc un terme qui reste profondément lié à l'idéologie sioniste.
2. M. Romann, A. Weingrod, *Living Together Separately. Arabs and Jews in Contemporary Jerusalem*, Princeton, N. J., Princeton University Press, 1991.
3. En 1993, la municipalité annonçait que la population juive, totalement absente de la partie orientale de la ville en 1967, avait désormais dépassé en nombre la population palestinienne (155 000 contre 150 000).

4. M. Halbwachs, *La Topographie légendaire des Évangiles en Terre sainte : étude de mémoire collective*, Paris, PUF, 1971.
- 

## AUTEUR

### OLIVIER POUPONNEAU

Diplômé de l'Institut d'études politiques (IEP), Paris, 1993. Langue et civilisation arabes à l'Inalco, Paris.

*EHESS*, sous la direction de Bernard Lepetit : DEA « Territoires urbains », 1994. Doctorant.